

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 28 janvier 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur", a donné le 4 novembre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 januari 1998 door de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur", heeft op 4 november 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Par l'arrêté en projet, le Gouvernement met en oeuvre un grand nombre des habilitations que lui donne l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

Dans un souci de clarté, il est recommandé d'inclure dans cet arrêté - dont l'intitulé correspond, d'ailleurs, à celui de l'ordonnance du 27 avril 1995 - toutes les dispositions réglementaires que requiert l'exécution de l'ordonnance (1).

A cette occasion, il conviendrait que le Gouvernement complète l'arrêté en projet en vue d'exécuter les dispositions de l'ordonnance du 27 avril 1995 qui sont encore dépourvues de mesure d'exécution. L'on pense en particulier :

-
- (1) On ne vise ici que les dispositions destinées à s'appliquer de manière permanente, à l'exclusion des dispositions à caractère purement transitoire (comme celles contenues dans l'arrêté du Gouvernement du 9 mai 1995 déterminant les modalités de déclaration des exploitations de service de location de voitures avec chauffeur) ou provisoire (telles celles qui fixent pour une période déterminée le nombre maximum de taxis pour lesquels des autorisations d'exploiter peuvent être délivrées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale).

.../...

- a) à la détermination de la procédure d'instruction des demandes adressées à l'administration (1) ainsi que de la forme des décisions prises et des mentions qui doivent y figurer (2);
- b) aux mesures d'exécution que requiert l'article 32, § 1er, de l'ordonnance;
- c) à la désignation du fonctionnaire compétent pour infliger des amendes administratives et à la détermination du délai et des modalités de paiement de celles-ci (3);
- d) et à la désignation des fonctionnaires et agents chargés de rechercher et de constater les infractions (4).

(1) L'arrêté en projet règle la procédure d'introduction des demandes, mais non leur instruction proprement dite, une fois qu'un dossier complet a été communiqué à l'administration.

Par ailleurs, on trouve à plusieurs reprises une disposition qui confère à l'administration le pouvoir de faire, le cas échéant, compléter la demande ou ses annexes. Une telle disposition est source d'insécurité, en ce qu'elle permet à l'administration de faire ajouter des documents à ceux qui doivent être produits à l'appui de la demande, et ce sous peine d'irrecevabilité.

(2) Voir les dispositions suivantes de l'ordonnance : l'article 4, § 1er, alinéa 2; l'article 7, § 2, alinéa 3; l'article 8, alinéa 6; l'article 17, § 2, alinéa 2; l'article 20, § 2, alinéa 3, et l'article 21, alinéa 3.

(3) Article 36 de l'ordonnance.

(4) Article 37 de l'ordonnance.

L'attention est aussi attirée sur le fait que le texte en projet ne détermine pas lui-même quelles sont les autorités compétentes pour prendre les décisions dont il règle le régime. Pour cela - et en particulier pour établir si l'autorité compétente est le Gouvernement ou le ministre qui a les services de taxis et les services de location de voitures avec chauffeur dans ses attributions - il faut, dans l'état actuel des textes, se référer aux dispositions figurant dans l'arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1995 portant délégation de compétence et réglant la signature des actes du Gouvernement en matière de transport rémunéré de personnes par taxis et voitures de location avec chauffeur. Il est préférable, pour la clarté des textes, que la disposition déterminant l'autorité compétente pour prendre une décision soit chaque fois insérée directement dans la disposition qui règle la matière relative à cette disposition.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 1er

Il est inutile de définir la Région et le Gouvernement.

De même, il est inutile de définir le mot "exploitant", celui-ci étant utilisé de nombreuses fois - et sans équivoque possible - dans l'ordonnance du 27 avril 1995.

Le 2°, le 3° et le 6° seront donc omis.

.../...

Par ailleurs, au 5°, on n'aperçoit pas l'utilité de désigner sous deux vocables différents, le service administratif de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la matière des services de taxis et des services de location de voitures avec chauffeur. Mieux vaut retenir le seul terme "l'administration".

A noter que dans l'article 23, § 1er, 12°, alinéa 2, il est également fait référence à "l'Administration régionale des taxis et voitures de location avec chauffeur". On remplacera ces mots par les mots "l'administration".

Article 2

1. Selon l'article 6, alinéa 4, de l'ordonnance du 27 avril 1995, "lorsque l'autorisation d'exploiter est délivrée à une personne morale, les conditions mises à charge des personnes physiques pour être titulaires de l'autorisation doivent être réunies durant toute la durée de l'exploitation par l'organe statutaire de cette personne morale qui est chargé de la gestion journalière".

Il est inutile de rappeler cette règle dans l'arrêté en projet.

En outre, le Gouvernement n'a pas le pouvoir d'ajouter, comme le fait pourtant le paragraphe 1er, alinéa 2, que "les conditions de moralité et de qualification professionnelle doivent être remplies dans le chef (...) des personnes assumant de fait la gestion ou l'administration de (la) personne morale". Il est aussi

.../...

rappelé, à ce sujet, qu'en vertu de l'article 10 de l'ordonnance du 27 avril 1995, sous réserve de certaines exceptions inapplicables dans le cas présent, "l'autorisation d'exploiter est personnelle, indivisible et incessible".

En conséquence, le paragraphe 1er, alinéa 2, doit être omis.

2. Le paragraphe 2, 2°, appelle les observations suivantes :

a) Le texte doit mieux distinguer selon que la condamnation a été encourue à l'étranger ou en Belgique. A cette fin, il convient de préciser que, lorsqu'elle a été prononcée par une juridiction étrangère, la condamnation doit s'appliquer à un fait qui, d'après la loi belge, constitue l'une des infractions que vise le texte.

b) La règle qu'énonce la disposition à l'examen est, mutatis mutandis, fort proche du régime qu'établissent les articles 1er à 3 de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions.

.../...

Dans des arrêts récents (1), la Cour d'arbitrage a déclaré qu'en tant qu'ils établissent des interdictions professionnelles automatiques, illimitées dans le temps, les articles 1er et 1er bis de cet arrêté violent les articles 10 et 11 de la Constitution.

Le texte à l'examen s'expose au même grief. Il sera revu en conséquence.

c) Selon le texte en projet, "il n'est pas tenu compte des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation". Il convient aussi de viser le cas de l'effacement des condamnations.

3. Au paragraphe 3, les conditions qui sont énoncées au 1°, au 2° et au 3° sont formulées en des termes tantôt trop imprécis (2), tantôt tellement larges qu'ils manquent manifestement de nuance (3).

Le texte sera précisé.

(1) Voir les arrêts n°s 57/98 du 27 mai 1998 et 87/98 du 15 juillet 1998.

(2) Ainsi lorsqu'il est dit que l'exploitant doit "être capable de faire face" à certains frais.

(3) Voir ainsi l'obligation pour l'exploitant de "respecter scrupuleusement les paiements réguliers qu'il doit effectuer" et de "n'accuser aucun retard" de paiement dans certaines matières.

L'article 69 du projet appelle des observations semblables à celles formulées ci-dessus.

4. En ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article examiné, on relève qu'actuellement aucune disposition n'organise la délivrance d'un certificat de qualification professionnelle pour les exploitants de services de taxis.

La disposition en projet est donc, pour l'heure, dépourvue d'objet. Elle sera omise.

Article 4

Il résulte de l'article 7, § 2, alinéa 1er, 4°, de l'ordonnance du 27 avril 1995 que l'obligation de mettre suffisamment les taxis à la disposition du public reçoit une exception "si l'exploitant peut faire valoir des motifs économiques ou sociaux exceptionnels dûment justifiés".

Il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de formuler cette exception en recourant à une autre terminologie. C'est pourtant ce que fait l'alinéa 1er en projet, qui évoque l'existence d'un "cas de force majeure dûment justifié".

L'alinéa 1er sera revu en conséquence.

Au dernier alinéa, on écrira "dix pour cent" au lieu de "10 %".

.../...

Article 5

1. Les délégués du Gouvernement ont précisé que l'application de la disposition en projet conduit l'administration à enregistrer les véhicules concernés.

Cette précision doit figurer dans le texte, dès lors que plusieurs dispositions de l'ordonnance du 27 avril 1995 ou de l'arrêté en projet font allusion à cet enregistrement.

2. Au 2°, l'arrêté auquel il est fait référence est cité de manière erronée. Il s'agit en réalité de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

La même observation vaut pour l'article 47, § 2, 8°, et pour l'article 86, 7°.

Article 6

Si, comme on peut le supposer, la règle que contient l'alinéa 1er doit se comprendre comme imposant à l'exploitant une obligation minimale, le texte doit être précisé en ce sens.

.../...

Article 7

En exigeant la production du "certificat de sélection médicale délivré par le ministère de la Santé publique", la disposition en projet fait référence à un document prévu par l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif à la sélection et à la surveillance médicales des conducteurs de véhicules à moteur.

Depuis l'entrée en vigueur, le 1er octobre 1998, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, ce certificat est remplacé par une "attestation d'aptitude" (1). Les certificats de sélection médicale délivrés antérieurement restent toutefois valables jusqu'à la date limite de leur validité (2).

Par ailleurs, s'agissant de documents délivrés en application d'une réglementation fédérale, mieux vaut, pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, éviter de préciser qui les délivre (3).

Aussi, dans la disposition en projet, on remplacera les mots "du certificat de sélection médicale délivré par le ministère de la Santé publique" par les mots "du certificat

(1) Voir spécialement les articles 43 et 44 de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

(2) Article 85 de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

(3) En ce qui concerne le certificat de sélection médicale, on relève qu'il était délivré, non pas par le ministère de la Santé publique, mais par le ministère des Communications et de l'Infrastructure.

de sélection médicale ou de l'attestation d'aptitude délivré en application de la réglementation fédérale applicable".

Mutatis mutandis, la même observation vaut pour les dispositions suivantes : l'article 12, § 1er, 2°; l'article 13, alinéas 1er et 2; l'article 15 et l'article 17, § 1er, 2°.

Article 8

Au paragraphe 1er, 4°, il y a lieu de remplacer les mots "condamnation pénale définitive", par les mots "condamnation pénale coulée en force de chose jugée".

Au 5°, la terminologie utilisée dans le texte néerlandais ("verjaring" et "verstrijken") ne correspond pas à celle utilisée dans le texte français ("péremption" et "déchéance").

Article 9

Dans le texte français, il y a lieu de remplacer le mot "autre" par "d'autres frais".

Article 10

Le paragraphe 2, 2°, appelle les observations suivantes :

.../...

1. Comme à l'article 2, § 2, alinéa 1er, 2°, il convient de préciser que les condamnations qui sont visées doivent être coulées en force de chose jugée.

2. En ce qui concerne le caractère illimité dans le temps de l'interdiction prévue par le littera a) et surtout par le littera b), il est fait référence, mutatis mutandis, à l'observation n° 2, b), relative à l'article 2.

3. Aux litteras b) et c), le texte vise le cas où une personne a encouru une peine d'emprisonnement "principale ou accessoire".

L'attention est attirée sur ce que l'emprisonnement ne peut être une peine accessoire (1).

Si, en utilisant l'expression "peine accessoire", les auteurs du texte visent en réalité l'emprisonnement subsidiaire, il convient alors d'avoir égard aux limites de durée de cet emprisonnement que prévoit l'article 40 du Code pénal.

Les litteras b) et c) - et éventuellement le littera f) - seront revus en conséquence.

(1) Voir F. Tulkens et M. van de Kerchove, Introduction au droit pénal, 2e éd., E. Story-Scientia, 1993, pp. 306 et 307.

4. Aux litteras c) à f), il y aurait lieu de préciser ce qu'il convient d'entendre par "la demande".

5. Au littera d), on remplacera les mots "au Code de la route" par les mots "à la réglementation de la circulation routière".

6. Selon le texte en projet, "il n'est pas tenu compte des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation". Il convient aussi de viser le cas de l'effacement des condamnations.

Article 11

1. Au 1°, il convient également de viser le cas où un permis de conduire est délivré par un Etat membre de l'Espace économique européen.

Compte tenu de la terminologie utilisée par la réglementation fédérale relative au permis de conduire (1), on remplacera les mots "ou d'un Etat membre de l'Union européenne" par les mots "ou un permis de conduire européen".

La même observation vaut pour l'article 12, § 1er, 3°, et pour l'article 17, § 1er, 3°.

(1) Voir l'article 1er, 13°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

2. Pour viser toutes les hypothèses qui sont susceptibles de se présenter, mieux vaut rédiger le 2° comme suit :

"2° pour les ressortissants étrangers concernés, les documents dont l'obtention est requise en vue d'avoir le droit de fournir des prestations de travail en Belgique.".

La même observation vaut pour l'article 12, § 1er, 6°.

Article 12

1. Au paragraphe 1er, 4° et 5°, il y aurait lieu de distinguer avec plus de précision les hypothèses visées.

Au même paragraphe, 7°, le texte en projet doit organiser lui-même le régime d'agrément des organismes qui délivreraient l'attestation envisagée.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, le texte doit déterminer lui-même - ou, à tout le moins, charger le ministre de déterminer - le contenu des matières sur lesquelles porte l'épreuve écrite.

3. Le paragraphe 3 détermine les cas dans lesquels une personne est définitivement exclue du droit de participer aux cours de formation et aux examens et donc de la

.../...

faculté d'obtenir le certificat de capacité requis pour exercer la profession de chauffeur de taxi dans un service soumis à l'ordonnance du 27 avril 1995.

Le texte doit préciser qui prend la décision d'exclusion et selon quelle procédure.

En outre, c'est de manière exhaustive - et non pas seulement de manière non limitative, comme le prévoit le texte en projet - que le Gouvernement doit déterminer les cas dans lesquels une personne ne peut plus participer aux cours de formation ou aux examens.

Par ailleurs, compte tenu des conséquences d'une telle mesure, il peut paraître excessif de prévoir une sanction d'exclusion définitive dans tous les cas qui sont envisagés. Il est, à cet égard, fait référence, mutatis mutandis, à l'observation n° 2, b), relative à l'article 2.

Enfin, le deuxième tiret - en ce qu'il vise le cas de candidats "qui se seront rendus coupables de vol de matériel" - et le troisième tiret sont rédigés en donnant à penser qu'une personne pourrait être exclue en raison de faits qui constituent une infraction pénale. Or, cela ne peut être admis tant qu'un juge n'a pas préalablement qualifié les faits d'infraction pénale et ne les a pas imputés à la personne qu'il estime pénalement responsable (1).

(1) Dans le même sens, voir l'avis L. 23.417/2 sur l'avant-projet devenu l'ordonnance du 27 avril 1995 (Doc. C.R.B., A-368/1-94/95, p. 45).

Le texte sera revu en conséquence.

4. Au paragraphe 4, alinéa 3, il est précisé que "le certificat de capacité est retiré d'office si le chauffeur n'exécute pas le contrat de travail". Cette formule paraît trop générale, en ce que l'inexécution du contrat peut résulter des causes les plus diverses et n'être, dans certains cas, en rien imputable à faute au chauffeur de taxi.

Par ailleurs, l'expression "d'office" est équivoque. Le régime juridique de la décision doit être explicité.

Article 15

On se demande si les auteurs du projet veulent dire que, dans l'hypothèse indiquée, l'autorité est tenue de prendre une décision de retrait du certificat de capacité - décision soumise aux règles que contient le chapitre IV, section II - ou plutôt que le certificat de capacité devient caduc de plein droit.

Le texte doit être précisé. Si l'intention de ses auteurs est de retenir la première solution, la disposition à l'examen trouverait mieux sa place dans le chapitre IV, section II.

.../...

Par ailleurs, en ce qui concerne le terme "péremption", il est ici traduit en néerlandais par le recours au verbe "vervallen", alors qu'à l'article 8, 5°, il l'est par le mot "verjaring".

Article 19

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, mieux vaut remplacer les mots "dès qu'ils sont libres" par les mots "dès que le taxi est libre".

2. Dans la phrase introductive du paragraphe 2, on écrira "Par dérogation au paragraphe 1er" au lieu de "Par dérogation à la disposition qui précède".

Article 23

1. Au paragraphe 1er, 1°, dans la phrase introductive, le mot "souhaitables", qui n'a pas sa place dans un texte de portée normative, doit être omis.

La même observation vaut pour la phrase introductive de l'article 79, § 1er, alinéa 1er.

.../...

2. Le paragraphe 1er, 12°, appelle les observations suivantes :

- a) le texte en projet doit organiser le régime d'agrément des experts automobiles dont il prévoit l'intervention;
- b) le cinquième alinéa sera revu pour tenir compte du moment auquel sera adopté l'arrêté en projet;
- c) le dernier alinéa gagnerait à être inséré parmi les dispositions relatives à l'enregistrement des véhicules (1); en outre, si, comme on peut le supposer, l'avis de l'expert automobile - dont on se demande s'il ne s'agit pas d'un avis conforme, comme à l'alinéa 2 - porte sur le respect des prescriptions énoncées au paragraphe 1er, 1° à 11°, le texte doit le préciser.

3. Au paragraphe 1er, 13°, la dernière phrase gagnerait à être insérée parmi les dispositions relatives à l'enregistrement des véhicules.

4. Le paragraphe 2 appelle les observations suivantes :

- a) aux alinéas 1er et 3, il faut remplacer le mot "critères" par le mot "obligations";

(1) Voir l'observation n° 1 relative à l'article 5.

- b) on se demande si la règle prévue à l'alinéa 3 ne fait pas double emploi avec l'obligation qu'énonce le dernier alinéa du paragraphe 1er, 12°.

Articles 37 et 38

1. Dans la première phrase de l'alinéa 1er de chacune des dispositions à l'examen, le texte en projet précise les circonstances dans lesquelles peuvent être utilisés, respectivement, un véhicule de réserve et un véhicule de remplacement.

Or, il ressort de l'article 8, alinéa 2, de l'ordonnance du 27 avril 1995 que le législateur a expressément réglé lui-même cette question en ce qui concerne les véhicules de remplacement : l'utilisation d'un tel véhicule peut être admise lorsqu'"un véhicule est momentanément indisponible, par suite d'accident, de panne mécanique grave, d'incendie ou de vol".

Le texte de l'ordonnance ne précise pas expressément dans quelles circonstances l'exploitant d'un service de taxis peut disposer d'un véhicule de réserve. Cette précision est toutefois apportée dans l'exposé des motifs du projet d'ordonnance, dont il ressort que les véhicules de réserve sont des "véhicules que l'exploitant peut mettre en service lorsque la voiture habituellement utilisée est momentanément hors d'usage (mise à l'entretien du véhicule titulaire, contrôle technique, petite panne, ...)" (1).

(1) Doc. C.R.B., A-368/1-94/95, p. 12.

L'exposé des motifs indique aussi qu'une différence entre un véhicule de réserve et un véhicule de remplacement consiste en ce que, dans ce dernier cas, "il s'agit de faire face à une indisponibilité du véhicule de durée plus longue due, par exemple, à un vol, à un accident ou à une panne mécanique grave" (1).

Compte tenu de ces éléments, il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de préciser les circonstances dans lesquelles l'exploitant d'un service de taxis peut être autorisé à utiliser un véhicule de remplacement ou un véhicule de réserve, surtout lorsque, comme en l'espèce, ces précisions ne respectent pas de manière tout à fait fidèle la volonté du législateur sur ce point.

En conséquence, la première phrase de l'alinéa 1er de chacune des dispositions à l'examen doit être omise.

2. Par ailleurs, les dispositions en projet doivent être revues pour éviter de reproduire des règles qui figurent déjà, respectivement, à l'article 4, § 2, alinéas 2 et 3, et à l'article 8, alinéas 4 et 5, de l'ordonnance du 27 avril 1995.

(1) Doc. C.R.B., A-368/1-94/95, p. 15.

Article 41

En vertu de l'article 144 de la Constitution, "les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux".

Il n'est pas au pouvoir du Gouvernement d'établir un régime dérogeant à cette règle en ce qui concerne les contestations surgissant entre les chauffeurs de taxis et les voyageurs.

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

Article 42

1. Dans la phrase introductive, on écrira : "à peine d'irrecevabilité" au lieu de "à peine de ne pouvoir être prise en considération". La même remarque vaut pour l'article 47.

Les articles 82 et 86 appellent une solution semblable; on y remplacera les mots "à peine de nullité" par les mots "à peine d'irrecevabilité".

2. Au 5°, il convient de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par les mots "conditions d'exploitation".

La même observation vaut pour l'article 47, § 1er, 5°.

.../...

Article 43

1. Dans la phrase introductive, il y a lieu de supprimer les mots "au moins". Quant aux mots "datée et signée par le demandeur", ils trouveraient mieux leur place sous l'article 44, ceci en vue d'harmoniser les articles 43 et 44 avec les articles 47 et 48, ainsi qu'avec les articles 50 et 51.

2. En ce qui concerne la première phrase du 3°, il est fait référence, mutatis mutandis, à l'observation n° 3 relative à l'article 2.

La même observation vaut pour l'article 47, § 2, 3°, l'article 83, 5°, l'article 86, 3°, et l'article 93, 6°.

3. N'y a-t-il pas lieu de prévoir l'obligation, pour le demandeur, de produire les documents établissant qu'a été payée la taxe due en cas de dépôt d'une demande d'autorisation ?

La même observation vaut pour l'article 47, § 2.

Article 50

Au paragraphe 1er, première phrase, il y a lieu de supprimer les mots "au moment et".

.../...

Article 55

Il résulte de l'article 11, § 1er, de l'ordonnance du 27 avril 1995 que c'est "à tout moment" que le titulaire d'une autorisation d'exploiter peut demander d'augmenter ou de diminuer le nombre de véhicules faisant l'objet de son autorisation.

En vertu du paragraphe 2 du même article, c'est, de même, "à tout moment", que le titulaire d'une autorisation peut demander de suspendre l'exploitation d'un ou de plusieurs véhicules faisant l'objet de son autorisation, étant entendu que "pareille faculté ne peut être utilisée par le titulaire d'une autorisation d'exploitation qu'une fois par année civile et sans que la durée totale des suspensions puisse excéder douze mois de la durée totale de l'autorisation".

En conséquence, il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de prévoir qu'"en cas de rejet (d'une de ces demandes), l'exploitant ne peut pas introduire une nouvelle demande fondée sur les mêmes motifs, pendant la durée de l'autorisation".

La disposition en projet sera donc omise.

Article 56

Cette disposition n'a pas d'autre objet que de rappeler une règle qui résulte déjà de l'article 3, ali-

.../...

néa 2, et de l'article 15, alinéas 1er et 2, de l'ordonnance du 27 avril 1995. Elle sera donc omise.

Article 57

Cette disposition n'a pas d'autre objet que de rappeler une règle qui résulte déjà de l'article 15, alinéa 3, de l'ordonnance du 27 avril 1995 et de l'article 19, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté en projet. Elle sera donc également omise.

Article 61

Cette disposition se borne à rappeler l'article 12 de l'ordonnance du 27 avril 1995. Elle sera, elle aussi, omise.

Article 63

Il n'y a pas lieu de rappeler que la décision de suspension ou de retrait doit être motivée, cette obligation résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que de l'article 12 de l'ordonnance du 27 avril 1995.

Les articles 66 et 100 appellent une observation semblable.

.../...

Article 64

Par l'utilisation du mot "infractions", le texte à l'examen est de nature à donner à penser qu'une décision de suspension ou de retrait du certificat de capacité pourrait être prise en raison de faits qui constituent une infraction pénale. Or, cela ne peut être admis tant qu'un juge n'a pas préalablement qualifié les faits d'infraction pénale et ne les a pas imputés à la personne qu'il estime pénalement responsable.

Mieux vaut remplacer les mots "commet des infractions aux" par les mots "méconnaît les".

Article 67

Compte tenu des conséquences d'une telle mesure, il peut paraître fort excessif de prévoir que "le retrait définitif du certificat de capacité entraîne l'interdiction définitive de se présenter à la formation et aux examens permettant d'obtenir le certificat de capacité de chauffeur de taxi". Il est, à cet égard, fait référence, mutatis mutandis, à l'observation n° 2, b), relative à l'article 2.

Article 70

Selon le paragraphe 1er, alinéa 1er, qui doit, sur ce point, être mis en rapport avec l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 5°, de l'ordonnance du 27 avril 1995, "les exploitants ne peuvent mettre une voiture de location avec

.../...

chauffeur en service qu'au bénéfice d'une personne physique ou morale déterminée en vertu d'un contrat écrit conclu préalablement, numéroté dans l'ordre de la conclusion des contrats".

La disposition à l'examen, telle qu'elle est rédigée, peut conduire, de facto, à empêcher de prendre des passagers qui ne se seraient pas eux-mêmes déplacés au siège de l'entreprise pour y signer le contrat de location.

Or, comme l'a relevé la Cour d'arbitrage dans l'arrêt n° 56/96 du 15 octobre 1996, "si une lecture littérale et isolée de l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 5°, (de l'ordonnance du 27 avril 1995) semble interdire de prendre des passagers qui ne se seraient pas eux-mêmes déplacés au siège de l'entreprise, cette disposition, lue en combinaison avec le 4° (du même article 17, § 1er, alinéa 1er), indique que la location "au siège de l'entreprise" peut se faire autrement que par écrit puisqu'il est explicitement prévu que le contrat écrit peut être signé à bord du véhicule"; c'est sur la base de cette précision que la Cour d'arbitrage a déclaré que l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 5°, précité, ne portait pas atteinte à divers principes, tels que le principe d'égalité, le droit au libre choix d'une activité professionnelle, la liberté du commerce et de l'industrie et la liberté de prestation des services.

La disposition en projet sera revue à la lumière de cette observation.

.../...

Article 71

Cette disposition est très largement reproduite à l'article 96. On relève toutefois que celui-ci, en ce qui concerne le stationnement sur une voie privée, vise non seulement le cas de la voie "accessible au public", mais aussi celui de la voie "visible du public". Si telle est bien l'intention des auteurs du texte, l'article 71 doit être complété en conséquence; en outre, l'article 96 devient alors inutile et doit être omis.

La même observation vaut pour l'article 73.

Article 72

On n'aperçoit pas l'utilité de prescrire la tenue d'un aussi grand nombre de recueils et de registres que ce qui est prévu par la disposition à l'examen.

On peut, au surplus, se demander s'il n'y a pas risque de double, voire de triple emploi. Le texte sera revu afin de limiter au strict nécessaire les obligations des exploitants en la matière et en respectant le minimum requis par l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 3°, de l'ordonnance du 27 avril 1995.

.../...

Article 76

Au paragraphe 3, le texte doit déterminer les règles de vote au sein de la commission d'avis qui est instituée.

Article 79

1. Il résulte de l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 2°, de l'ordonnance du 27 avril 1995 qu'il incombe au Gouvernement de déterminer lui-même les modalités du "contrôle périodique" des véhicules.

Le paragraphe 1er, alinéa 2, sera revu en conséquence.

2. Au paragraphe 2, il faut écrire : "Sans préjudice des dispositions de l'article 17, § 1er, alinéas 3 et 4, de l'ordonnance (...)".

Articles 82 et 83

Les informations et documents que mentionnent le 4° de l'article 82 et le 5° de l'article 83 ne se conçoivent que pour des entreprises déjà en activité, ce qui, compte tenu de l'article 16, alinéa 1er, de l'ordonnance du 27 avril 1995, ne peut normalement être le cas d'une

.../...

entreprise qui demande l'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur (1).

Les dispositions à l'examen seront revues en conséquence.

Article 97

Cette disposition n'a pas d'autre objet que de rappeler l'article 27 de l'ordonnance du 27 avril 1995. Elle doit être omise.

Article 98

Cette disposition se borne à rappeler l'article 25 de l'ordonnance du 27 avril 1995. Elle sera également omise.

Article 102

1. Plutôt que de prévoir que certaines dispositions "cessent d'être applicables", il convient de les abroger.

En outre, les abrogations doivent être précises. Il est contraire à la sécurité juridique de prévoir, comme

(1) Ceci sous réserve du cas particulier des personnes qui exploitaient un tel service au jour de l'entrée en vigueur de l'ordonnance et qui ont effectué la déclaration requise par l'article 41 de celle-ci.

le fait pourtant le texte à l'examen, que l'abrogation de dispositions anciennes doit se déduire de leur contradiction avec les dispositions nouvelles.

Le texte sera revu en conséquence.

2. L'arrêté royal du 19 mars 1975 relatif aux services de location de voitures avec chauffeur, qui est incompatible avec l'ordonnance du 27 avril 1995, est abrogé depuis l'entrée en vigueur de celle-ci.

En conséquence, il n'y a pas lieu, pour le Gouvernement, d'abroger cet arrêté, surtout en prévoyant qu'une telle abrogation s'applique à compter du jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

3. Le Gouvernement n'omettra pas d'abroger toutes les dispositions que l'arrêté en projet rend sans objet.

A cet égard, outre les textes qui devront être abrogés si le Gouvernement, se ralliant à l'observation générale, inclut dans l'arrêté en projet toutes les dispositions réglementaires que requiert l'exécution de l'ordonnance du 27 avril 1995, il convient d'abroger expressément les dispositions du règlement d'agglomération en matière d'exploitation de services de taxis que l'arrêté en projet rend sans objet (1), ainsi que l'arrêté du Gouvernement du

(1) L'article 42, alinéa 2, de l'ordonnance du 27 avril 1995 charge le Gouvernement d'abroger les dispositions des règlements d'agglomération pris dans le domaine de la police des taxis.

27 mars 1997 précisant les critères de luxe et les conditions de confort applicables aux véhicules affectés à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur.

Annexes

1. Il est d'usage de numéroté les annexes en chiffres romains.

En outre, chaque annexe doit être assortie de la mention :

"Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du ... relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.".

2. Le texte du contrat-type prévoit qu'une copie du contrat doit se trouver en permanence à bord du véhicule lors de l'exécution de la prestation. Conformément à l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 4°, de l'ordonnance du 27 avril 1995, et compte tenu de ce qu'a dit la Cour d'arbitrage au sujet de cette disposition (1), il convient de prévoir également que l'original du contrat doit se trouver à bord du véhicule lorsque sa signature ne précède pas la prise en charge des passagers.

(1) Voir l'observation relative à l'article 70 de l'arrêté en projet.

OBSERVATIONS FINALES

1. On évitera l'emploi des verbes "devoir" (1) ou "être tenu" (2).

2. On utilisera l'indicatif présent au lieu de l'indicatif futur (3).

3. On supprimera systématiquement les mots "du présent arrêté" (4) et "du présent article" (5).

4. On veillera à la concordance entre le texte français et le texte néerlandais. A titre d'exemple, les mots "per aangetekend schrijven" correspondent dans le texte français à trois formules différentes : "par courrier

(1) Ainsi, à l'article 4, alinéa 1er, on écrira : "(...) chaque véhicule est mis à disposition du public (la suite comme au projet).".

(2) Ainsi, à l'article 8, on écrira : "Les exploitants préviennent l'administration dans un délai de dix jours ouvrables, à dater de la survenance de l'événement : (la suite comme au projet).".

(3) Voir par exemple l'article 23, § 2, alinéa 1er.

(4) Voir entre autres l'article 2, § 2, alinéa 2; l'article 13, alinéa 2; l'article 20, 7°; l'article 26, et l'article 51.

(5) Voir, notamment, l'article 18, § 1er, et l'article 30, alinéa 9.

recommandé à la poste" (article 23, § 1er, 12°, alinéa 3),
"par lettre recommandée à la poste" (article 23, § 1er, 12°,
alinéa 4) et "par pli recommandé à la poste" (articles 44,
48, 51 et 87).

Voir aussi le terme "verzoek" correspondant tantôt
à "requête" et tantôt à "réquisition".

ALGEMENE OPMERKING

Met het ontworpen besluit legt de Regering een groot aantal bevoegdheden ten uitvoer die haar zijn opgedragen bij de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

Duidelijkheidshalve is het raadzaam in dat besluit - waarvan het opschrift trouwens overeenstemt met dat van de ordonnantie van 27 april 1995 - alle verordeningsbepalingen op te nemen die voor de tenuitvoerlegging van de ordonnantie vereist zijn (1).

De Regering zou die gelegenheid te baat moeten nemen om het ontworpen besluit aan te vullen met het oog op de tenuitvoerlegging van de bepalingen van de ordonnantie van 27 april 1995 waarvoor nog geen uitvoeringsmaatregel is genomen. Inzonderheid wordt gedacht aan :

(1) Hier wordt alleen bedoeld op de bepalingen die permanent moeten worden toegepast, met uitsluiting van de bepalingen die louter overgangsbepalingen (zoals die vervat in het besluit van de Regering van 9 mei 1995 tot vaststelling van de modaliteiten tot aangifte van de verhuurdiensten van voertuigen met chauffeur) of voorlopige bepalingen zijn (zoals die welke voor een bepaalde periode het maximaal aantal taxi's vaststelt waarvoor exploitatievergunningen mogen worden afgegeven op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest).

- a) het vaststellen van de procedure inzake onderzoek van de tot de administratie gerichte aanvragen (1), alsmede van de vorm van de genomen beslissingen en de vermeldingen die erop moeten voorkomen (2);
- b) de uitvoeringsmaatregelen die artikel 32, § 1, van de ordonnantie vereist;
- c) de aanwijzing van de ambtenaar bevoegd voor het opleggen van de administratieve geldboetes en de vaststelling van de termijnen waarbinnen en de wijze waarop die boetes moeten worden betaald (3);
- d) en de aanwijzing van de ambtenaren en beambten belast met het opsporen en vaststellen van de overtredingen (4).

-
- (1) Het ontworpen besluit regelt de procedure voor het indienen van de aanvragen, doch niet het eigenlijke onderzoek ervan, als een volledig dossier eenmaal is toegezonden aan de administratie.

Bovendien vindt men herhaaldelijk een bepaling die de administratie machtigt om in voorkomend geval de aanvraag of de bijgevoegde stukken te laten aanvullen. Zulk een bepaling is oorzaak van rechtsonzekerheid doordat ze de administratie in staat stelt stukken te laten toevoegen aan die welke tot staving van de aanvraag moeten worden ingediend, en wel op straffe van niet-ontvankelijkheid.

- (2) Zie de volgende bepalingen van de ordonnantie : artikel 4, § 1, tweede lid; artikel 7, § 2, derde lid; artikel 8, zesde lid; artikel 17, § 2, tweede lid; artikel 20, § 2, derde lid, en artikel 21, derde lid.
- (3) Artikel 36 van de ordonnantie.
- (4) Artikel 37 van de ordonnantie.

.../...

Tevens wordt gewezen op het feit dat de ontworpen tekst niet zelf bepaalt welke overheden bevoegd zijn om de beslissingen te nemen terzake waarvan in de tekst een regeling wordt getroffen. Daarom - en inzonderheid om te bepalen of de bevoegde overheid de Regering is of de minister bevoegd voor de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur - dient, bij de huidige stand van de teksten, te worden verwezen naar de bepalingen die voorkomen in het besluit van de Regering van 14 september 1995 houdende delegatie van bevoegdheid en regeling van de ondertekening van de akten van de Regering inzake bezoldigd vervoer van personen per taxi's en verhuurde voertuigen met chauffeur. Met het oog op de duidelijkheid van de teksten is het verkieslijk dat de bepaling waarbij de overheid wordt vastgesteld die bevoegd is om een beslissing te nemen, telkens rechtstreeks wordt ingevoegd in de bepaling die de materie met betrekking tot die bepaling regelt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 1

Het is zinloos een definitie te geven van het Gewest en van de Regering.

Evenzo is het onnodig het woord "exploitant" te definiëren, daar dit woord herhaaldelijk - en op een niet mis te verstane wijze - wordt gebruikt in de ordonnantie van 27 april 1995.

.../...

De onderdelen 2°, 3° en 6° dienen dus te vervallen.

In onderdeel 5° is het bovendien niet duidelijk welk nut het heeft de administratieve dienst van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de materie over taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur aan te duiden met twee verschillende woorden. Het zou beter zijn alleen voor de woorden "de administratie" te opteren.

Er zij op gewezen dat in artikel 23, § 1, 12°, tweede lid, eveneens wordt verwezen naar "de regionale Administratie voor taxi's en huurwagens met chauffeur". Die woorden dienen vervangen te worden door de woorden "de administratie".

Artikel 2

1. Artikel 6, vierde lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 luidt als volgt : "Wanneer de exploitatievergunning aan een rechtspersoon wordt afgegeven, moet de statutaire instelling van de rechtspersoon die belast is met het dagelijks beheer, voldoen aan de voorwaarden opgelegd aan een natuurlijke persoon om houder te worden van de vergunning, en dit gedurende de hele duur van de exploitatie".

Het heeft geen zin die regel in het ontworpen besluit te memoreren.

.../...

Bovendien heeft de Regering niet de bevoegdheid om, zoals nochtans geschiedt in paragraaf 1, tweede lid, te vervolgen dat "de voorwaarden inzake zedelijkheid en beroepsbekwaamheid vervuld (moeten) worden door (...) de personen die verantwoordelijk zijn voor het feitelijke beheer of bestuur van (de) rechtspersoon". In dat verband wordt er tevens op gewezen dat krachtens artikel 10 van de ordonnantie van 27 april 1995, onder voorbehoud van bepaalde uitzonderingen die in het onderhavige geval niet van toepassing zijn, "de vergunning tot het exploiteren (...) persoonlijk, ondeelbaar en onoverdraagbaar (is)".

Paragraaf 1, tweede lid, moet bijgevolg vervallen.

2. Bij paragraaf 2, 2°, behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

a) De tekst moet een duidelijker onderscheid maken tussen een in het buitenland en een in België opgelopen veroordeling. Daartoe dient te worden gepreciseerd dat de veroordeling, wanneer ze uitgesproken wordt door een buitenlands rechtscollege, betrekking moet hebben op een feit dat, volgens de Belgische wet, een van de overtredingen vormt waarvan sprake is in de tekst.

b) De regel die de onderzochte bepaling stelt, sluit mutatis mutandis vrij nauw aan bij de regeling die is ingevoerd bij de artikelen 1 tot 3 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd

.../...

bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken.

In recente arresten (1) heeft het Arbitragehof verklaard dat de artikelen 1 en 1bis van dat besluit, in zoverre ze een automatisch en niet in de tijd beperkt verbod tot uitoefening van een beroep invoeren, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden.

De thans onderzochte tekst levert hetzelfde bezwaar op. Hij moet dienovereenkomstig worden herzien.

c) Volgens de ontworpen tekst "wordt geen rekening gehouden met de veroordelingen waarvoor de belanghebbende eerherstel heeft gekregen". Tevens dient verwezen te worden naar het geval van de uitwissing van de veroordelingen.

3. In paragraaf 3 worden de in onderdeel 1°, 2°, en 3° gestelde voorwaarden nu eens in te onnauwkeurige (2) bewoordingen gesteld, dan weer in zodanig ruime bewoordingen dat ze een gebrek aan nuancering vertonen (3).

(1) Zie de arresten nrs. 57/98 van 27 mei 1998 en 87/98 van 15 juli 1998.

(2) Zo bijvoorbeeld wordt gezegd dat de exploitant "het hoofd moet kunnen bieden aan" bepaalde kosten.

(3) Zie bijvoorbeeld de verplichting voor de exploitant om "strikt de regelmatige betalingen (na te leven) die hij moet uitvoeren" en "geen enkele vertraging (te) hebben "bij sommige betalingen.

De tekst moet worden verduidelijkt.

Bij artikel 69 van het ontwerp behoren soortgelijke opmerkingen te worden gemaakt als die welke hierboven zijn geformuleerd.

4. Wat paragraaf 4 van het onderzochte artikel betreft, wordt erop gewezen dat thans geen enkele bepaling voorziet in de afgifte van een bewijs van beroepsbekwaamheid voor de exploitanten van taxidiensten.

De ontworpen bepaling is dus vooralsnog doelloos. Ze dient te vervallen.

Artikel 4

Uit artikel 7, § 2, eerste lid, 4°, van de ordonantie van 27 april 1995 blijkt dat de verplichting om voldoende taxi's ter beschikking van het publiek te stellen een uitzondering gedooft "als de exploitant zich kan beroepen op uitzonderlijke economisch of sociaal verantwoorde redenen".

De Regering is niet bevoegd om die uitzondering te formuleren gebruik makend van een andere terminologie. Nochtans wordt zulks gedaan in het ontworpen eerste lid, waarin gewag wordt gemaakt van het bestaan van een "voldoende gewettigd geval van overmacht".

.../...

Het eerste lid moet dienovereenkomstig worden aangepast.

In het laatste lid schrijve men "tien percent" in plaats van "10 %".

Artikel 5

1. De gemachtigden van de Regering hebben gepreciseerd dat de toepassing van de ontworpen bepaling de administratie ertoe brengt de betrokken voertuigen te registreren.

Deze precisering moet in de tekst worden opgenomen, aangezien verscheidene bepalingen van de ordonnantie van 27 april 1995 of van het ontworpen besluit alluderen op die registratie.

2. In onderdeel 2° wordt het besluit waarnaar wordt verwezen verkeerd aangehaald. In werkelijkheid gaat het om het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 47, § 2, 8°, en voor artikel 86, 7°.

.../...

Artikel 6

Indien, zoals kan worden aangenomen, de regel vervat in het eerste lid zo moet worden verstaan dat hij de exploitant een minimale verplichting oplegt, moet de tekst in die zin worden verduidelijkt.

Artikel 7

Door te eisen dat het "bewijs van medische keuring uitgereikt door het Ministerie van Volksgezondheid" wordt overgelegd, verwijst de ontworpen bepaling naar een document waarvan sprake is in het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de geneeskundige schifting en het geneeskundig toezicht op de bestuurders van motorvoertuigen.

Sedert de inwerkingtreding op 1 oktober 1998 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, is dat "bewijs" vervangen door een "rijgeschiktheidsverklaring" (1). De voorheen afgegeven "bewijzen van geneeskundige schifting" blijven evenwel geldig tot de uiterste geldigheidsdatum ervan (2).

Aangezien het documenten betreft die worden afgegeven met toepassing van een federale regelgeving, zou

(1) Zie inzonderheid de artikelen 43 en 44 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998.

(2) Artikel 85 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998.

het voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bovendien beter zijn niet te preciseren wie ze afgeeft (1).

In de ontworpen bepaling dienen de woorden "van het bewijs van medische keuring uitgereikt door het Ministerie van Volksgezondheid" dan ook vervangen te worden door de woorden "van het bewijs van geneeskundige schifting of van de rijgeschiktheidsverklaring afgegeven met toepassing van de toepasselijke federale regelgeving".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de volgende bepalingen : artikel 12, § 1, 2°; artikel 13, eerste en tweede lid; artikel 15 en artikel 17, § 1, 2°.

Artikel 8

In paragraaf 1, 4°, dienen de woorden "definitieve strafrechtelijke veroordeling" vervangen te worden door de woorden "strafrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan".

In onderdeel 5° stemt de terminologie die in de Nederlandse tekst wordt gebruikt ("verjaring" en "verstrijken") niet overeen met die welke in de Franse tekst wordt gebruikt ("péremption" en "déchéance").

(1) Wat het "bewijs van medische keuring" (waarmee het "bewijs van geneeskundige schifting" wordt bedoeld) betreft, zij erop gewezen dat het niet werd afgegeven door het ministerie van Volksgezondheid, maar door het ministerie van Verkeer en Infrastructuur.

Artikel 9

In de Franse tekst dient het woord "autre" vervangen te worden door de woorden "d'autres frais".

Artikel 10

Bij paragraaf 2, 2°, behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Zoals in artikel 2, § 2, eerste lid, 2°, behoort te worden aangegeven dat de bedoelde veroordelingen in kracht van gewijsde gegaan moeten zijn.

2. In verband met de onbeperktetheid in de tijd van het verbod bepaald bij a) en vooral bij b), wordt mutatis mutandis verwezen naar opmerking nr. 2, b), betreffende artikel 2.

3. De tekst onder b) en c) betreft het geval waarin een persoon een gevangenisstraf "in hoofdzaak of bijzaak" opgelopen heeft.

De aandacht wordt erop gevestigd dat een gevangenisstraf geen bijkomende straf kan zijn (1).

(1) Zie F. Tulkens en M. van de Kerchove, Introduction au droit pénal, 2de uitg., E. Story-Scientia, 1993, blz. 306 en 307.

Als de stellers van de tekst met de uitdrukking "straf in bijzaak" in werkelijkheid de vervangende gevangenisstraf beogen, behoort er rekening te worden gehouden met de in artikel 40 van het Strafwetboek bepaalde beperkingen van de duur van die gevangenisstraf.

De tekst onder b) en c) - en eventueel onder f) - behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

4. In de tekst onder c) en f) dient te worden gepreciseerd wat wordt verstaan onder "de aanvraag".

5. Onder d) vervange men de woorden "van de Verkeerswet" door de woorden "van het reglement over het wegverkeer".

6. In de ontworpen tekst staat : "Er wordt geen rekening gehouden met de veroordelingen waarvoor de belanghebbende eerherstel heeft gekregen". Er dient eveneens te worden verwezen naar de uitwissing van veroordelingen.

Artikel 11

1. In onderdeel 1° behoort eveneens het geval te worden vermeld waarin een rijbewijs uitgereikt wordt door een lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

.../...

Rekening houdend met de terminologie die gebruikt wordt in de federale regelgeving betreffende het rijbewijs (1), vervange men de woorden "of een rijbewijs uit een lidstaat van de Europese Unie" door de woorden "of een Europees rijbewijs".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12, § 1, 3°, en voor artikel 17, § 1, 3°.

2. Het is verkieslijk onderdeel 2° te redigeren als volgt, opdat het betrekking kan hebben op alle gevallen die zich kunnen voordoen :

"2° voor de betrokken buitenlandse onderdanen, de documenten die vereist zijn om in België arbeidsprestaties te mogen verrichten.".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12, § 1, 6°.

Artikel 12

1. De gevallen bedoeld in de onderdelen 4° en 5° van paragraaf 1 behoren nauwkeuriger onderscheiden te worden.

(1) Zie artikel 1, 13°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

De ontworpen tekst van onderdeel 7° van dezelfde paragraaf dient zelf een regeling te bevatten voor de erkenning van de instellingen die het beschouwde attest zouden uitreiken.

2. In de tekst zelf van paragraaf 2, tweede lid, moet de inhoud worden bepaald van de materies waarover het schriftelijke examengedeelte handelt, of moet de minister op zijn minst ermee belast worden dat te doen.

3. In paragraaf 3 worden de gevallen bepaald waarin een persoon definitief uitgesloten wordt van het recht om deel te nemen aan de opleidingscursussen of de examens en aldus niet het bekwaamheidsattest kan verkrijgen dat vereist is voor de uitoefening van het beroep van taxichauffeur in een dienst die valt onder de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995.

In de tekst moet worden aangegeven wie de beslissing tot uitsluiting neemt en volgens welke procedure.

Bovendien behoort de Regering een exhaustieve opsomming te geven - en niet alleen een enuntiatieve opsomming, zoals in de ontworpen tekst - van de gevallen waarin een persoon niet meer mag deelnemen aan de opleidingscursussen of aan de examens.

Rekening houdend met de gevolgen van zulk een maatregel kan het overigens overdreven lijken voor alle bedoelde gevallen te voorzien in een definitieve uitsluiting

.../...

bij wijze van straf. In dit verband wordt mutatis mutandis verwezen naar opmerking nr. 2, b), over artikel 2.

Tenslotte wekt de redactie van het tweede streepje - doordat het betrekking heeft op de gevallen van kandidaten "die zich schuldig hebben gemaakt aan diefstal van materiaal" - en van het derde streepje de indruk dat een persoon uitgesloten zou kunnen worden wegens feiten die een strafbaar feit uitmaken. Dit kan evenwel niet worden aanvaard zolang een rechter de feiten niet vooraf als een misdrijf heeft gekwalificeerd en ze niet aan de persoon heeft toegerekend die hij strafrechtelijk verantwoordelijk acht (1).

De tekst dient dienovereenkomstig te worden herzien.

4. In paragraaf 4, derde lid, wordt bepaald dat "het bekwaamheidsattest (...) ambtshalve (wordt) ingetrokken als de chauffeur het arbeidscontract (...) niet naleeft (lees : niet uitvoert)". Deze formulering lijkt te algemeen, aangezien de niet-uitvoering van het contract de meest diverse oorzaken kan hebben en, in sommige gevallen, geenszins aan de taxichauffeur kan worden toegeschreven.

(1) In dezelfde zin zie advies L. 23.417/2 over het voorontwerp dat de ordonnantie van 27 april 1995 geworden is (Gedr. St. B.H.R. A-368/1-94/95, blz. 45).

De term "ambtshalve" is bovendien dubbelzinnig. De rechtsregeling waaronder de beslissing valt, moet worden gepreciseerd.

Artikel 15

De vraag rijst of de stellers van het ontwerp bedoelen dat de overheid, in het genoemde geval, verplicht een beslissing tot intrekking van het bekwaamheidsattest moet nemen - een beslissing waarop de regels van hoofdstuk IV, afdeling II, van toepassing zijn - dan wel of het bekwaamheidsattest van rechtswege vervalst.

De tekst moet verduidelijkt worden. Indien de stellers het eerste bedoelen, zou de voorliggende bepaling beter worden opgenomen in hoofdstuk IV, afdeling II.

Bovendien wordt de Franse term "péremption" hier in het Nederlands vertaald door het werkwoord "vervallen", terwijl in artikel 8, 5°, de term "verjaring" wordt gebezigd.

Artikel 19

1. In paragraaf 1, eerste lid, behoren de woorden "van zodra ze vrij zijn" vervangen te worden door de woorden "zodra de taxi vrij is".

.../...

2. In de inleidende zin van paragraaf 2 schrijven men "In afwijking van paragraaf 1" in plaats van "In afwijking van de voorgaande bepaling".

Artikel 23

1. In de inleidende zin van paragraaf 1, 1°, moet het woord "gewenste", dat niet thuishoort in een regelgevende bepaling, vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 79, § 1, eerste lid.

2. Bij paragraaf 1, 12°, behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- a) in de ontworpen bepalingen moeten ook de regels worden vastgelegd voor de erkenning van auto-experts, op wie luidens deze bepalingen een beroep wordt gedaan;
- b) het vijfde lid moet worden herzien om rekening te houden met het tijdstip waarop het ontworpen besluit wordt goedgekeurd;
- c) het zou beter zijn het laatste lid op te nemen onder de bepalingen betreffende de registratie van de voertuigen (1); indien, zoals kan worden aangenomen, het

(1) Zie opmerking nr. 1 met betrekking tot artikel 5.

advies van de auto-expert - waarbij men zich kan afvragen of het niet gaat om een eensluidend advies, zoals in het tweede lid - betrekking heeft op de naleving van de in paragraaf 1, 1° tot 11°, genoemde voorschriften, dient zulks bovendien in de tekst te worden vermeld.

3. In paragraaf 1, 13°, zou het beter zijn de laatste zin op te nemen onder de bepalingen betreffende de registratie van de voertuigen.

4. Bij paragraaf 2 dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- a) in het eerste en het derde lid moet het woord "criteria" vervangen worden door het woord "verplichtingen";
- b) de vraag rijst of de bepaling in het derde lid de verplichting genoemd in het laatste lid van paragraaf 1, 12°, niet overlapt.

Artikelen 37 en 38

1. In elk van de beide voorliggende bepalingen worden in het eerste lid, eerste zin, van de ontworpen tekst de omstandigheden genoemd waarin respectievelijk een reservevoertuig en een vervangingsvoertuig mag worden gebruikt.

.../...

Uit artikel 8, tweede lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 blijkt echter dat de wetgever die kwestie zelf uitdrukkelijk heeft geregeld voor de vervangingsvoertuigen : zulk een voertuig mag worden gebruikt wanneer "een voertuig tijdelijk niet beschikbaar is ten gevolge van een ongeval, een ernstig mechanisch defect, brand of diefstal."

In de ordonnantie staat niet uitdrukkelijk vermeld in welke omstandigheden de exploitant van een taxidienst over een reservevoertuig kan beschikken. Die precisering wordt echter wel gegeven in de memorie van toelichting bij het ontwerp van ordonnantie, waaruit blijkt dat de reservevoertuigen, "voertuigen (zijn die) de exploitant kan inzetten wanneer het voertuig dat gewoonlijk gebruikt wordt, momenteel buiten dienst is (bijvoorbeeld voor het onderhoud van het gemachtigde voertuig, schouwing, klein defect, ...)" (1). In de memorie van toelichting staat ook dat één van de verschillen tussen een reservevoertuig en een vervangingsvoertuig erin bestaat dat het er in het laatstgenoemde geval om "gaat (...) het hoofd te bieden aan een langere onbeschikbaarheid van het voertuig die bijvoorbeeld te wijten is aan een diefstal, een ongeluk, of een ernstig mechanisch defect" (2).

Gelet op het bovenstaande is de Regering niet bevoegd om de omstandigheden te bepalen waarin de exploitant van een taxidienst gemachtigd kan worden om een vervangingsvoertuig of een reservevoertuig te gebruiken, en zeker niet

(1) Gedr. St. B.H.R., A-368/1-94/95, blz. 12.

(2) Stukken B.H.R., A-368/1-94/95, blz. 15.

wanneer, zoals in het onderhavige geval, bij die preciseringen de bedoeling van de wetgever ter zake niet helemaal in acht wordt genomen.

Het eerste lid, eerste zin, van elk van de voorliggende bepalingen moet bijgevolg vervallen.

2. De ontworpen bepalingen moeten bovendien worden herzien om te voorkomen dat regels die respectievelijk reeds in artikel 4, § 2, tweede en derde lid, en in artikel 8, vierde en vijfde lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 staan, worden herhaald.

Artikel 41

Krachtens artikel 144 van de Grondwet "(behoren) geschillen over burgerlijke rechten (...) bij uitsluiting tot de bevoegdheid van de rechtbanken".

De Regering is niet bevoegd om een daarvan afwijkende regeling in te voeren voor betwistingen tussen taxichauffeurs en reizigers.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

.../...

Artikel 42

1. In de inleidende zin schrijve men : "op straffe van niet-ontvankelijkheid" in plaats van "op straffe van niet in overweging te worden genomen". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 47.

Een soortgelijke wijziging dient te worden aangebracht in de artikelen 82 en 86; de woorden "op straffe van nietigheid" moeten daar vervangen worden door de woorden "op straffe van niet-ontvankelijkheid".

2. In onderdeel 5° behoort nader te worden bepaald wat begrepen moet worden onder het woord "exploitatievoorwaarden".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 47, § 1, 5°.

Artikel 43

1. In de inleidende zin dient het woord "minstens" te vervallen. De woorden "gedateerd en ondertekend door de aanvrager" zouden beter in artikel 44 worden opgenomen, om de artikelen 43 en 44 in overeenstemming te brengen met de artikelen 47 en 48, alsook met de artikelen 50 en 51.

.../...

2. Wat onderdeel 3°, eerste zin, betreft, wordt mutatis mutandis verwezen naar opmerking nr. 3 met betrekking tot artikel 2.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 47, § 2, 3°, artikel 83, 5°, artikel 86, 3°, en artikel 93, 6°.

3. Is het niet nodig te voorzien in de verplichting voor de aanvrager om de documenten over te leggen waaruit blijkt dat de rechten zijn betaald die verschuldigd zijn bij het indienen van een vergunningsaanvraag ?

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 47, § 2.

Artikel 50

In paragraaf 1, eerste zin, dienen de woorden "op het moment en" te vervallen.

Artikel 55

Uit artikel 11, § 1, van de ordonnantie van 27 april 1995 blijkt dat de houder van een exploitatievergunning "te allen tijde" kan vragen dat het aantal voertuigen waarvoor hij een vergunning heeft, verhoogd of verlaagd wordt.

.../...

Krachtens paragraaf 2 van hetzelfde artikel kan de vergunninghouder eveneens "te allen tijde" vragen dat de exploitatie van één of meer voertuigen waarvoor hij een vergunning heeft, wordt geschorst, met dien verstande dat "deze mogelijkheid (...) door de houder van een exploitatievergunning slechts één keer per kalenderjaar gebruikt (kan) worden en zonder dat de hele duur van de opschortingen twaalf maanden van de totale duur van de vergunning mag overschrijden".

De Regering is bijgevolg niet bevoegd om te bepalen dat "in geval (één van die aanvragen) wordt verworpen, (...) de exploitant tijdens de duur van de vergunning geen nieuwe aanvraag (kan) indienen die op dezelfde redenen is gebaseerd".

De ontworpen bepaling moet dus vervallen.

Artikel 56

Deze bepaling strekt er alleen toe een regel in herinnering te brengen die reeds blijkt uit artikel 3, tweede lid, en uit artikel 15, eerste en tweede lid, van de ordonnantie van 27 april 1995. Ze moet bijgevolg vervallen.

Artikel 57

Deze bepaling strekt er alleen toe een regel in herinnering te brengen die reeds blijkt uit artikel 15, derde lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 en uit

.../...

artikel 19, § 1, derde lid, van het ontworpen besluit. Ze moet bijgevolg eveneens vervallen.

Artikel 61

Deze bepaling beperkt zich ertoe artikel 12 van de ordonnantie van 27 april 1995 in herinnering te brengen. Ook zij moet vervallen.

Artikel 63

Er is geen reden om erop te wijzen dat de beslissing tot schorsing of intrekking gemotiveerd moet worden, aangezien die verplichting reeds blijkt uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, alsook uit artikel 12 van de ordonnantie van 27 april 1995.

Bij de artikelen 66 en 100 behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

Artikel 64

Door het bezigen van het woord "inbreuken" kan de onderzochte tekst de indruk wekken dat een bekwaamheidsattest geschorst of ingetrokken kan worden op grond van strafbare feiten in strafrechtelijke zin. Dat is evenwel pas mogelijk als een rechter de feiten vooraf als strafbare

.../...

feiten in strafrechtelijke zin heeft gekwalificeerd en als hij de persoon die hij strafrechtelijk verantwoordelijk acht, voor die feiten verantwoordelijk heeft gesteld.

Het is beter artikel 64 als volgt te stellen : "Het bekwaamheidsattest kan tijdelijk geschorst of definitief ingetrokken worden wanneer de houder ervan niet meer aan de voorwaarden inzake zedelijkheid of beroepsbekwaamheid voldoet of wanneer hij de bepalingen van de ordonnantie of van het onderhavige besluit schendt.".

Artikel 67

Gelet op de gevolgen van zulk een maatregel kan het zeer overdreven lijken te bepalen dat de definitieve intrekking van het bekwaamheidsattest het definitieve verbod inhoudt om zich aan te melden voor de opleiding en de examens die georganiseerd worden om het bekwaamheidsattest van taxichauffeur te behalen. In dat verband wordt mutatis mutandis verwezen naar opmerking nr. 2, b), die over artikel 2 is gemaakt.

Artikel 70

Volgens het eerste lid van paragraaf 1, dat op dit punt in samenhang moet worden gelezen met artikel 17, § 1, eerste lid, 5°, van de ordonnantie van 27 april 1995, kunnen de exploitanten een huurwagen met chauffeur enkel ten dienste stellen van een natuurlijk persoon of een

.../...

rechtspersoon krachtens een vooraf gesloten schriftelijk contract, genummerd op basis van de volgorde waarin de contracten worden gesloten.

De huidige redactie van de onderzochte bepaling kan de facto tot gevolg hebben dat passagiers die zich niet zelf naar de zetel van de onderneming hebben begeven om er het huurcontract te ondertekenen, niet worden opgehaald.

Het Arbitragehof heeft in arrest nr. 56/96 van 15 oktober 1996 evenwel het volgende opgemerkt : "Weliswaar lijkt een letterlijke en afzonderlijke lezing van artikel 17, § 1, eerste lid, 5°, (van de ordonnantie van 27 april 1995) te verbieden passagiers op te halen die zich niet zelf naar de zetel van de onderneming zouden hebben begeven, maar in samenhang met het 4° (van hetzelfde artikel 17, § 1, eerste lid) gelezen geeft die bepaling aan dat de verhuring « ten zetel van de onderneming » anders dan schriftelijk kan gebeuren, aangezien uitdrukkelijk is bepaald dat de schriftelijke overeenkomst aan boord van het voertuig kan worden ondertekend"; op basis van die precisering heeft het Arbitragehof verklaard dat het voormelde artikel 17, § 1, eerste lid, 5°, geen afbreuk doet aan diverse principes, zoals het gelijkheidsbeginsel, het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid, de vrijheid van handel en nijverheid en het vrije verkeer van diensten.

De ontworpen bepaling moet in het licht van die opmerking worden herzien.

.../...

Artikel 71

Deze bepaling stemt in ruime mate overeen met artikel 96. Er valt evenwel op te merken dat artikel 96, wat het parkeren op privé-wegen betreft, niet alleen betrekking heeft op wegen die "voor het publiek toegankelijk" zijn, maar ook op wegen die "door het publiek zichtbaar" zijn. Als de stellers van het ontwerp dat voor ogen hebben, moet artikel 71 dienovereenkomstig worden aangevuld; bovendien wordt artikel 96 dan overbodig en behoort het alsdan te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 73.

Artikel 72

Het is niet duidelijk waarom zoveel bundels en registers moeten worden bijgehouden als in de onderzochte bepaling wordt voorgeschreven.

Voorts rijst de vraag of op die manier niet twee of zelfs drie keer hetzelfde wordt bijgehouden. De tekst moet worden herzien opdat de verplichtingen van de exploitanten terzake tot het strikt noodzakelijke worden beperkt en opdat aan de minimumvereisten wordt voldaan die in artikel 17, § 1, eerste lid, 3°, van de ordonnantie van 27 april 1995 worden voorgeschreven.

.../...

Artikel 76

In paragraaf 3 moet worden bepaald hoe binnen de opgerichte adviescommissie wordt gestemd.

Artikel 79

1. Uit artikel 17, § 1, eerste lid, 2°, van de ordonnantie van 27 april 1995 blijkt dat de Regering de nadere regels voor de "periodieke schouwing" van de voertuigen zelf moet vastleggen.

Paragraaf 1, tweede lid, moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Paragraaf 2 behoort als volgt te worden gesteld : "Onverminderd de bepalingen van artikel 17, § 1, derde en vierde lid, van de ordonnantie mogen noch in noch op deze voertuigen kentekens worden aangebracht die kenmerkend zijn voor als taxi ingezette voertuigen of die het beeld ervan oproepen, zoals taximeters, lichtverklikkers en vermeldingen en mogen die voertuigen evenmin uitgerust zijn met een zend- of ontvangsttoestel voor radioverbinding in de zin van artikel 1, 4°, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving."

.../...

Artikelen 82 en 83

De gegevens en stukken vermeld in onderdeel 4° van artikel 82 en in onderdeel 5° van artikel 83 gelden alleen voor ondernemingen die al in bedrijf zijn, wat gelet op artikel 16, eerste lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 normaal gezien niet kan voor ondernemingen die een vergunning aanvragen om een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur te exploiteren (1).

De onderzochte bepalingen moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 97

Deze bepaling is alleen bedoeld om artikel 27 van de ordonnantie van 27 april 1995 in herinnering te brengen. Ze moet dan ook vervallen.

Artikel 98

Deze bepaling is alleen bedoeld om artikel 25 van de ordonnantie van 27 april 1995 in herinnering te brengen. Deze bepaling moet eveneens vervallen.

(1) Dat geldt onder voorbehoud van het bijzondere geval van personen die op de dag van inwerkingtreding van de ordonnantie zulk een dienst exploiteerden en die daarvan aangifte hebben gedaan zoals in artikel 41 van de ordonnantie wordt voorgeschreven.

Artikel 102

1. In plaats van te stellen dat sommige bepalingen "niet langer van toepassing" zijn, moet worden bepaald dat ze worden opgeheven.

Bovendien moet nauwkeurig worden vermeld welke bepalingen worden opgeheven. Voor de rechtszekerheid is het gevaarlijk om, zoals nochtans in de onderzochte tekst wordt gedaan, te bepalen dat de opheffing van oude bepalingen moet worden afgeleid uit het feit dat ze strijdig zijn met de nieuwe bepalingen.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Het koninklijk besluit van 19 maart 1975 betreffende de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, dat onverenigbaar is met de ordonnantie van 27 april 1995, is sinds de inwerkingtreding van die ordonnantie opgeheven.

Bijgevolg heeft de Regering geen reden om dat besluit op te heffen en zeker niet om te bepalen dat die opheffing ingaat op de dag waarop het ontworpen besluit in werking treedt.

.../...

3. De Regering mag niet vergeten alle bepalingen op te heffen die door het ontworpen besluit doelloos worden.

Wat dat betreft, moeten naast de teksten die moeten worden opgeheven als de Regering zich aansluit bij de algemene opmerking en in het ontworpen besluit alle verordeningsbepalingen opneemt die noodzakelijk zijn om de ordonnantie van 27 april 1995 ten uitvoer te leggen, ook de bepalingen van de agglomeratieverordening betreffende de exploitatie van taxidiensten die door het ontworpen besluit doelloos worden (1), alsook het besluit van 27 maart 1997 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende bepaling van de luxe-criteria en de eisen qua comfort waaraan de voertuigen, ingezet voor de exploitatie van een verhuurdienst van voertuigen met chauffeur, moeten voldoen, uitdrukkelijk worden opgeheven.

Bijlagen

1. Het is gebruikelijk de bijlagen met Romeinse cijfers te nummeren.

Bovendien moet op elke bijlage worden vermeld :

(1) Artikel 42, tweede lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 bepaalt dat de Regering alle bepalingen van de agglomeratieverordeningen die ter uitvoering van de wet betreffende de taxidiensten zijn uitgevaardigd, moet opheffen.

"Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van ... van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur."

2. In het standaardcontract staat dat één kopie van het contract steeds aan boord dient te zijn van het voertuig bij het vervullen van de taxidienst. Overeenkomstig artikel 17, § 1, eerste lid, 4°, van de ordonnantie van 27 april 1995 en gelet op wat het Arbitragehof over die bepaling heeft gezegd (1), moet ook worden bepaald dat het origineel van het contract zich aan boord van het voertuig moet bevinden indien het contract niet is ondertekend voordat de klanten zijn ingestapt.

SLOTOPMERKINGEN

1. Het gebruik van de werkwoorden "moeten" (2) of "gehouden zijn" (3) moet worden vermeden.

(1) Zie de opmerking over artikel 70 van het ontworpen besluit.

(2) Zo schrijve men in artikel 4, eerste lid : "(...) wordt elk voertuig (...) naar rata van op zijn minst 8 uur per dag ter beschikking gesteld van het publiek".

(3) Zo schrijve men in artikel 8 : "De exploitanten brengen de administratie binnen tien werkdagen na het voorval op de hoogte : (voorts zoals in het ontwerp)".

2. De toekomstige tijd van de aantonende wijs moet worden vervangen door de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs (1).

3. De woorden "van onderhavig besluit" en "van dit besluit" (2), alsook de woorden "van dit artikel" (3) moeten systematisch vervallen.

4. De Nederlandse en de Franse tekst moeten op elkaar worden afgestemd. De woorden "per aangetekend schrijven" bijvoorbeeld worden in de Franse tekst op drie verschillende manieren weergegeven : "par courrier recommandé à la poste" (artikel 23, § 1, 12°, derde lid), "par lettre recommandée à la poste" (artikel 23, § 1, 12°, vierde lid) en "par pli recommandé à la poste" (artikelen 44, 48, 51 en 87).

Hetzelfde geldt voor het woord "verzoek", dat in het Frans soms met "requête" en soms met "réquisition" overeenstemt.

(1) Zie bijvoorbeeld artikel 23, § 2, eerste lid.

(2) Zie onder meer artikel 2, § 2, tweede lid; artikel 13, tweede lid; artikel 20, 7°, artikel 26 en artikel 51.

(3) Zie onder meer artikel 18, § 1, en artikel 30, negende lid.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. JADOT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédi-
gée et exposée par M. P. BROUWERS,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. JADOT, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. P. BROUWERS, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN